



Mobilisations et actions convergentes tous ensemble, contre les attaques du gouvernement.

« Fin de l'abondance et de l'insouciance » sont les premiers mots du président de la République au premier Conseil des ministres, juste une semaine après sa prise de parole appelant à « accepter de payer le prix de la liberté », Macron confirme que la rentrée se fera sous le signe des « efforts » et des « sacrifices ». Faire référence à « l'abondance » et à « l'insouciance » ! les plus de 10 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, les 3,18 millions de demandeurs d'emplois sans activité et les millions de travailleurs qui peinent à boucler les fins de mois apprécieront. Quel mépris de classe !

D'un côté les prix alimentaires flambent à plus de 20 %... De l'autre les profits explosent : la distribution de dividendes versés par les multinationales atteint un record dans le monde (544 milliards de dollars), et en France 44 milliards d'euros au 2^{ème} trimestre .

Les multinationales peuvent être satisfaites, elles continuent à être bien servies.

Avec Macron leur but c'est de pouvoir accélérer la mise en œuvre de leurs objectifs: accroître leurs profits. Pendant cinq ans il a appliqué le programme dicté par le capital, Dans le nouveau quinquennat: nouvelles attaques contre les salaires, les retraites, contre la Sécurité Sociale, l'assurance chômage, la santé, le RSA, l'éducation, le secteur public, les libertés, le renforcement de l'Europe capitaliste.

*Invitée d'honneur de la rentrée du Medef, la Première ministre n'a pas contrarié le patronat, à qui elle a promis la poursuite des réformes et des baisses d'impôts.

*Gabriel Attal, ministre chargé des Comptes publics, a confirmé que le gouvernement s'apprêtait à baisser la fiscalité sur les entreprises, dans le projet de loi de finances à l'automne. « Je le dis devant vous aujourd'hui : nous baisserons les impôts de production (10 milliards d'euros), nous supprimerons la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises CVAE (8 milliards de recettes fiscales)».

La crise d'approvisionnement électrique en France

Les ménages français en sont réduits à se demander comment ils vont passer l'hiver et il faudrait se préparer à payer et au prix fort, la situation, au nom d'une « union sacrée » face à la crise provoquée par une politique au service du capital!

Il y a quatre ans le président Macron fermait Fessenheim, une centrale nucléaire entièrement modernisée et actait la fermeture de 14 réacteurs nucléaires d'ici 2035, l'arrêt du programme Astrid de production d'électricité par les déchets des premières centrales, toutes ces décisions politiques ont contribué à un affaiblissement majeur de la qualité d'approvisionnement électrique dont nous payons le prix aujourd'hui. Les Français vont payer 20 ans de politique et de propagande antinucléaire exacerbée par l'enjeu de profits juteux dans le renouvelable, par des jeux d'accord politiciens... Grâce au nucléaire la France disposait encore en 2020 d'une électricité des moins chers d'Europe.

L'appel aux « Français » et au « peuple » masque mal le clivage entre ceux qui vont effectivement devoir se serrer la ceinture et la minorité qui continuent de s'engraisser.

Des milliards aux entreprises capitalistes

Les gouvernements successifs ont empilé les dispositifs et distribué les milliards aux entreprises sans contrepartie : crédit d'impôt recherche (6 à 7 milliards d'euros par an depuis 2009), CICE (107 milliards d'euros entre 2014 et 2019 avant sa pérennisation sous forme de baisse des cotisations patronales), baisse de l'impôt sur les sociétés (11 milliards sur la période 2017-2022), baisse des impôts de production (10 milliards par an depuis 2021, avant une nouvelle tranche supplémentaire de 10 milliards annoncée pour 2023), suppression en 2023 de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises CVAE (8 milliards).

Le déficit manufacturier s'élève à 36 milliards d'euros pour les six premiers mois de l'année, alors qu'il oscillait entre 15 et 19 milliards avant la crise sanitaire.... L'inflation des aides n'a pas empêché le déficit commercial d'explorer des abysses toujours plus profonds, les parts de marché des entreprises françaises à l'export continuent à s'effriter ou la recherche et développement de stagner.

La lutte pour les nationalisations, des monopoles publics.

Des services publics gravement menacés par la politique dictée par les multinationales et leur soif de profits accélère la destruction du service public de l'éducation nationale, de l'ONF, de l'audiovisuel, des sapeurs pompiers, de la sécurité sociale, SNCF, Poste, EDF... casse de la santé et du service public hospitalier, le 22 septembre les salariés du secteur de la santé manifesteront à nouveau. La politique du bâton, Macron promet 15 milliards d'euros de plus aux forces de sécurité et 8500 policiers supplémentaires!

Nous appelons à construire des monopoles publics concernant les services publics, les industries de l'énergie, la santé, l'éducation, les transports...éliminant toute maîtrise capitaliste de secteurs essentiels au développement des hommes et de la Nation, garantissant l'indépendance nationale.

Le capitalisme ne partage rien. Il ne recule que sous la pression des luttes !

Les raisons de se mobiliser ne manquent pas, ni la colère. Alors que le gouvernement veut nous faire accepter des attaques toujours plus violentes, il faut une riposte à la hauteur. Toutes les interventions de Macron et du patronat des entreprises capitalistes expriment cette crainte de la lutte et ils tentent de rassembler les forces politiques et sociales dans un "agenda social" de rentrée comme le *Conseil National de la Rénovation* afin de continuer à intégrer les organisations syndicales, politiques et les salariés dans leur stratégie.

Les *media* s'emploient à détourner l'attention des salariés des vrais problèmes avec un seul but : tout faire pour anesthésier toute idée de changement possible, museler le mouvement social. Dans ce rôle on trouve les partis politiques, au service du capital comme Macron, Renaissance, Le Modem, le LR et le RN. D'autres comme la France Insoumise, le PCF, le PS, les Verts disent vouloir changer en gesticulant à l'Assemblée nationale, mais ils ne mettent nullement en cause le capitalisme, ils s'en accommodent, ils lui laissent les mains libres pour continuer à exploiter le peuple.

Lutter partout, lutter plus fort. Tous ensemble pour stopper l'offensive du pouvoir et du capital

Reprendre ce qui nous appartient, empêcher le capitalisme de continuer de nous spolier. Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de créer par leurs luttes un rapport de force qui contraigne le patronat, les capitalistes et le gouvernement à satisfaire leurs revendications. Les luttes sociales peuvent les obliger à des reculs importants dès maintenant, à condition que les travailleurs et le peuple unis les imposent. Seules les luttes massives et déterminées peuvent stopper le pouvoir mais la lutte politique est le seul outil à la disposition du peuple pour se débarrasser du capital, lui arracher le pouvoir, les moyens de production et d'échange, toute maîtrise dans les affaires du pays. Pas d'autre choix que de se battre pour prendre la masse considérable des profits accaparée par le capital, pour s'approprier les moyens de production et d'échange, en les plaçant sous le contrôle des travailleurs salariés-pour éliminer ce système économique et construire le socialisme.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes propose une perspective de changement réel.

Sortir la France des guerres impérialistes pour faire une grande politique de paix, de coopération, assurer la sécurité du peuple. La lutte permanente contre le système capitaliste jusqu'à l'abattre est la seule solution pour changer totalement de politique en France. C'est la perspective que porte notre Parti Révolutionnaire Communistes et pour laquelle il lutte.

Tous ensemble nous serons une grande force qui fera reculer le capital et tous ceux qui sont à son service.

Renforçons le Parti Révolutionnaire Communistes pour mener ce combat

***Venez débattre avec nous de ces questions.
Rejoignez-nous pour mener ensemble ce combat.***

SOUSCRIPTION NATIONALE pour soutenir notre parti

*Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous
procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. Nous savons que nous
pouvons compter sur vous pour mener cette bataille idéologique*
Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Tél perso : _____ Signature _____
E-mail : _____

Je verse la somme* de:.....€

Chèques* libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes
envoyer à : Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

Pour adhérer
 Prendre contact
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes
99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS
Courriel: communistes@sitecommunistes.org

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Code postal : _____
Tél perso : _____
Courriel : _____